

Minister of Industry,
Science and Technology and
Minister for International Trade



Ministre de l'Industrie, des
Sciences et de la Technologie et
ministre du Commerce extérieur

Statement

Déclaration

91/39

**NOTES POUR UNE ALLOCUTION PRONONCÉE PAR
L'HONORABLE MICHAEL H. WILSON,
MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE
ET MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR
À LA CHAMBRE DE COMMERCE DE KITCHENER**

**KITCHENER (Ontario)
Le 10 septembre 1991**

Je suis flatté de votre invitation et heureux, comme toujours, de me trouver à Kitchener. Mes activités à titre de ministre du Commerce extérieur m'appellent à voyager à l'étranger, mais c'est agréable d'être de retour au pays.

Je suppose que bien peu comprennent l'importance que l'on attache, dans la vie publique, à parler aux personnes qui dirigent réellement l'économie. En me préparant pour la rentrée parlementaire de la semaine prochaine, je suis content de constater que j'ai pu discuter avec de nombreux gens d'affaires du sud-ouest de l'Ontario des défis qui les attendent. Ensemble, nous, Canadiens, devons relever certains des défis internes et externes les plus difficiles qui se soient jamais posés à notre pays. Pour cette raison, mes collègues et moi-même avons passé l'été à travailler avec acharnement à notre plan d'action en vue de créer un Canada uni et prospère. Ces deux questions en définitive se ramènent à la même, soit celle de construire un pays plus riche.

La question de l'unité ou de la Constitution porte sur la manière dont nous nous entendons. La question de la prospérité ou de la compétitivité a trait à la façon dont nous travaillons ensemble et chaque thème pris isolément est dépourvu de sens. Il est évident que nous ne pouvons progresser dans un domaine, ou dans l'autre, sans parvenir à un consensus sur les défis qui nous sont posés par la question de la Constitution ou de la compétitivité.

Aujourd'hui, je voudrais surtout vous parler de la compétitivité et de notre programme pour la prospérité. J'insiste sur le fait que c'est un travail de longue haleine et que nous avons la ferme intention de réussir. Il n'y a pas de solution miracle. Rien ne sert de courir, il faut partir à point. Et la seule façon d'y arriver, c'est d'être méthodique et de suivre un plan d'action bien précis. Voilà comment nous percevons le Canada et les Canadiens, comme un pays de gagnants qui saisissent toutes les occasions qui leur sont offertes dans l'économie mondiale qui se fait jour.

Je sais que les défis actuels n'ont pas encore été complètement relevés même si la récession est derrière nous. Même si l'index des prix à la consommation a augmenté de 13 points par rapport à la fin de 1990, les prochains mois pourraient être difficiles. Il faudra malgré tout relever le défi particulier posé par un marché en évolution constante et un milieu de plus en plus concurrentiel. Cependant, je reste très optimiste. Ici, en Ontario, personne n'a jamais craint la concurrence et nous avons toujours cherché à développer de nouveaux marchés pour nos produits et nos services. Quels que soient les effets à court terme de la récession, à long terme, les entreprises canadiennes devront devenir plus concurrentielles. Nous sommes déjà des compétiteurs sérieux, mais le marché est de plus en plus difficile.

Le commerce et les investissements sont les deux facteurs clés garantissant notre niveau de vie et ces deux secteurs sont vigoureux. À titre d'exemple, depuis 1988, la valeur de toutes les exportations de marchandises canadiennes vers les États-Unis a augmenté de près de 8 milliards de dollars, soit près de 8 p. 100. Les investissements au Canada ont également augmenté. En 1988, le Canada enregistrait, au chapitre des investissements directs, un déficit net de 2,4 milliards de dollars. L'an dernier, le Canada connaissait un excédent net de 5,1 milliards de dollars - c'était la première fois en plus de 15 ans que l'on notait une entrée positive d'investissements directs. La Banque Royale, l'institution financière la plus importante du pays, conclut que «les investisseurs des pays d'outre-mer perçoivent le Canada comme une base de plus en plus attrayante pour leurs activités en Amérique du Nord...».

L'industrie automobile le sait bien. En Ontario, au cours des cinq dernières années, elle a investi presque 10 milliards de dollars en nouvelles installations et en matériel - preuve évidente de l'aptitude du Canada à attirer les investissements et à être concurrentiel. Je reconnais toutefois que la rationalisation des activités dans le secteur de l'automobile a été récemment la source de problèmes. Mais ajoutons qu'il y a eu aussi des investissements importants consentis dans cette région par Toyota, G.M. et Suzuki. Aussi, l'économie à long terme, ici en Ontario, ne présente-t-elle pas un tableau aussi sombre qu'on le dit. Cependant, s'il faut garantir notre prospérité, nous devons disposer des moyens nécessaires pour affronter la concurrence sur un marché sans cesse en évolution. Pour cette raison, le gouvernement a amorcé une rationalisation et un rajeunissement en profondeur de l'économie canadienne, pour la sortir de la stagnation héritée des années 80 et la transformer en une économie de marché dynamique, adaptée aux années 90.

Je crois que les Canadiens appuient notre politique économique, du moment qu'elle produit des résultats concrets. Et de toute évidence, nous obtenons des résultats dans différents secteurs : réduction du déficit, investissements, privatisation, réforme de la fiscalité, commerce. Chaque programme ne peut être isolé des autres, chacun d'entre eux fait partie intégrante d'un plan économique rationnel et complet. De même, aucune politique ne peut seule assurer la prospérité à long terme. Il faut plutôt en définir les principes de base, ce à quoi nous avons travaillé depuis notre arrivée au pouvoir, il y a maintenant sept ans.

Quelqu'un déclarait dernièrement que le Canada avait vécu à même ses ressources au cours des 100 premières années de son existence, à crédit, au cours des 20 années suivantes et qu'à partir d'aujourd'hui, il fallait compter sur notre matière grise ainsi que sur notre esprit d'initiative et d'entreprise... sans oublier nos marchés. La réalité est que nous sommes une nation commerçante. Notre pays a été forgé par des commerçants à même

la nature sauvage, et notre économie, qui tire sa source du commerce du bois et des fourrures, a toujours reposé sur les marchés extérieurs. Le Canada exporte plus de 25 p. 100 de sa production, soit environ deux fois plus, en pourcentage, que le Japon, et environ deux fois et demie de plus que les États-Unis, les deux plus grandes puissances industrielles au monde. Au sein du Groupe des Sept, les pays les plus industrialisés du monde, seule l'Allemagne compte plus que le Canada sur le commerce pour maintenir le niveau de vie de ses habitants.

L'économie de l'Ontario est à l'image de l'économie canadienne, puisque les exportations représentent 25 p. 100 du produit intérieur brut de la province, et qu'environ 85 p. 100 de ces exportations sont destinées aux États-Unis. Notre niveau de vie dépend de nos marchés. Nos marchés dépendent de notre compétitivité. La compétitivité du Canada dépend en grande partie de la productivité, augmentant, de ce fait, les débouchés pour les exportations, augmentant la qualité des marchandises, et ce, toujours à un prix concurrentiel. Il faut bien comprendre que pour être concurrentiel, il ne suffit pas de travailler beaucoup, ce que les Canadiens font déjà, il faut aussi travailler avec plus d'intelligence. L'inverse est aussi vrai. Si nous perdons notre avance à ce chapitre, nous perdons des marchés, et en retour notre niveau de vie en souffre.

Notre prospérité dépend largement de la réputation de notre image de marque — « Fabriqué au Canada ». La concurrence est vive et elle le sera de plus en plus. Le Canada est concurrentiel à l'échelle internationale, mais s'il veut prospérer, et survivre, il doit faire plus.

Une enquête réalisée par le Forum économique mondial révèle qu'au cours des deux dernières années, au chapitre de la compétitivité, le Canada s'est classé au cinquième rang parmi les 23 pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE). Il y a cinq ans, avant que notre programme ne soit bien implanté, nous occupions la onzième place, mais il y a deux ans, nous occupions la quatrième place. Le Canada fait partie du peloton de tête quant aux richesses naturelles, aux ressources humaines, au transport, à l'infrastructure dans le domaine de la santé, à l'orientation de ses marchés et au dynamisme de l'économie. En Ontario, l'industrie automobile, la qualité de la main-d'œuvre et la vigueur de l'économie régionale axée sur le marché sont autant de bons exemples de l'avantage concurrentiel dont jouit le Canada.

Pourtant, de nombreux nuages pointent à l'horizon. Dans le domaine de l'enseignement, le Canada dépense plus par personne que n'importe quel autre pays à l'exception de la Suède et compte de ce fait le plus grand nombre d'étudiants inscrits au niveau postsecondaire après les États-Unis. Cependant la réponse de ce système face à la demande d'une économie concurrentielle place le

Canada au 11^e rang, soit dans la moyenne. Mais cette situation ne masque pas la sérieuse pénurie de scientifiques et d'ingénieurs.

Il est également troublant que ce pays occupe le 20^e rang, soit la dernière place, quant à l'efficacité des programmes de formation des entreprises. En termes d'orientation internationale – soit la capacité d'adaptation à la technologie et à l'innovation – nous arrivons au 16^e rang, et en termes de sciences et de technologie, au 17^e.

Le Canada doit davantage se tourner vers l'extérieur et vers l'avenir, prendre plus de risques et investir davantage. On compte quelque 400 000 entreprises de fabrication au pays, mais les deux tiers de celles-ci n'exportent pas, même aux États-Unis, pourtant le marché le plus proche et le meilleur client. Avec ce pays, les relations commerciales bilatérales représentent plus de 200 milliards de dollars par an, et ces relations sont assurées par l'Accord de libre-échange. Pendant trop longtemps, le Canada a compté sur l'exploitation de ses ressources naturelles pour assurer un certain niveau de vie. Cependant, au cours des années 90, la croissance proviendra des industries axées sur la matière grise. Dans les secteurs des ressources et de la fabrication, éléments encore essentiels de la prospérité, nous devons améliorer notre productivité, offrir des produits de meilleure qualité et former une main-d'œuvre encore plus qualifiée. Nous devons favoriser, au Canada, l'essor d'une culture fondée sur l'apprentissage. L'éducation est de compétence provinciale, et nous respecterons ce principe dans l'élaboration des objectifs canadiens en ce domaine. Toutefois, l'éducation est un élément-clé de notre position au sein de l'économie mondiale, et c'est un enjeu qui intéresse au premier chef chaque Canadien sans exception. L'éducation est liée au rendement des Canadiens, à leur fierté, à leur prospérité. L'éducation et l'investissement, surtout grâce à la recherche et au développement, sont la clé de l'accroissement de la productivité et, par conséquent, de la compétitivité.

La recherche et développement (R-D) effectuée au Canada laisse les experts perplexes. D'une part, les dépenses canadiennes à ce chapitre dépassent les moyennes des pays de l'OCDE dans des domaines de pointe comme l'électronique, l'aérospatiale et l'informatique; de plus, la R-D du secteur privé canadien a augmenté de 6,5 p. 100 par an, malgré la récession. Mais il reste encore fort à faire. D'autre part, le Canada et l'Italie sont les pays du Groupe des Sept qui dépensent le moins en matière de R-D, tandis que l'Allemagne, le Japon et les États-Unis dépensent deux fois plus à ce poste. Dans le langage des affaires, la R-D n'est rien d'autre qu'un placement pour l'avenir. Le président de Canadien Pacifique, M. Bill Stinson, déclarait récemment que l'investissement consistait simplement à

«prendre les profits d'aujourd'hui et à les affecter aux produits de demain».

Les Canadiens n'ont rien à perdre et tout à gagner lorsqu'il s'agit d'accroître leur compétitivité et un tel mot n'est pas à proscrire. La compétitivité n'a rien à voir avec les mises à pied, elle est plutôt garante du maintien des emplois. Le président de la Banque de Nouvelle-Écosse, M. Ced Ritchie, n'a-t-il pas affirmé que «la compétitivité pouvait éventuellement permettre à chaque Canadien d'avoir un emploi bien payé»? Au sein de l'économie mondiale naissante, la seule garantie que nous ayons est notre rendement.

Eh bien! que faisons-nous à ce chapitre, à titre de gouvernement et à titre de nation? La sensibilisation à l'importance de cette question ne cesse de s'accroître. De plus en plus, les Canadiens se rendent compte de l'importance de la compétitivité, et ils constatent que nous travaillons tous dans le même but. Dans un document de travail que nous publierons prochainement sur la compétitivité, nous avons défini cinq éléments, assise de la prospérité au Canada.

En premier lieu, une culture fondée sur l'apprentissage. Nous ne pourrions être concurrentiels si le taux de décrochage scolaire se maintient à 30 p. 100, surtout quand ce taux n'est que de 2 p. 100 au Japon; ce dernier pays forme, par habitant, près de neuf fois plus d'ingénieurs que le Canada, et le Mexique en forme quatre fois plus que nous.

En deuxième lieu, les sciences et la technologie - le gouvernement a fait des investissements considérables en R-D et a facilité la création de 14 centres universitaires de réseaux d'excellence grâce à un financement de quelque 250 millions de dollars. Il a de plus créé un régime fiscal favorable à la R-D, reconnu partout dans le monde comme l'un des plus attrayants pour les entreprises. Cependant, les entreprises canadiennes sont en retard par rapport à leurs compétiteurs. Étant donné que le Canada compte sur le secteur privé pour créer des emplois, ce dernier devrait prendre l'initiative au chapitre des investissements en R-D. Cependant, à la fin des années 80, les investissements des industries canadiennes déclinaient en pourcentage du produit intérieur brut. De ce fait, le Canada détient le plus faible niveau du Groupe des 7, quant aux investissements en R-D. Il faut davantage d'investissements en R-D de la part des entreprises. Il faut, au Canada, plus de recherche pure et plus de recherche appliquée, et il faut surtout davantage de scientifiques et d'ingénieurs.

En troisième lieu, le financement de l'investissement - ou réinvestir dans le produit. Un bon fonds de roulement, tel est le moteur de la croissance. Nous devons investir dans le capital physique et dans l'infrastructure, deux éléments essentiels à la

réalisation de gains de productivité. Nous devons encourager les gens d'affaires à accepter d'investir dans leur productivité.

En quatrième lieu, un marché intérieur concurrentiel. Nous savons tous qu'il existe des problèmes d'inefficacité et des obstacles au commerce à l'intérieur même du marché commun canadien. L'Association des manufacturiers canadiens a constaté l'existence de 500 obstacles de ce genre, qui coûtent aux Canadiens plus de 6 milliards de dollars par an, ou 1 000 \$ à une famille de quatre personnes.

En dernier lieu, le commerce, résultat des quatre premiers facteurs. Aucun autre pays du Groupe des Sept, sauf l'Allemagne, ne compte davantage sur le commerce que le Canada. Et à l'exemple des Allemands, nous devons chercher à exploiter davantage toutes les possibilités commerciales qui s'offrent à nous.

Au cours des prochaines semaines et des prochains mois, nous chercherons à parvenir à un consensus sur la compétitivité, et nous espérons mettre au point, avec tous les intéressés, une stratégie qui permettra au Canada de prospérer dans les années 90 et d'amorcer le virage du xxi^e siècle. Qui sont ces intéressés? Tout simplement, les Canadiens, de toutes les régions du Canada.

Le Canada jouit, dès le départ, de nombreux avantages concurrentiels. Il jouit d'une géographie stratégique et de ressources naturelles sans pareilles. Nos marchés naturels, les États-Unis, les pays du Pacifique et l'Europe, sont les marchés les plus importants et les plus riches du monde.

Selon l'étude des Nations Unies sur le développement des personnes, - étude portant sur les soins de santé, l'éducation et l'environnement - le Canada est le deuxième pays offrant la meilleure qualité de vie au monde. Cependant, je pense que la plupart d'entre nous n'hésitent pas à placer le Canada bon premier. Nous voulons tous un pays prospère et uni. Ces objectifs seront les nôtres si nous relevons le défi de la compétitivité des années 90.

Merci beaucoup.